

## **La transition digitale : clé de l'émergence africaine**

Intervention à l'occasion de la 5<sup>ème</sup> édition du  
Forum Crans Montana sous le thème "Bâtir une  
Afrique puissante et moderne au service de sa  
jeunesse"

**M. Mohammed Tawfik MOULINE**

Dakhla, le 16 mars 2019

---

---



## **La transition digitale : clé de l'émergence africaine**

### **Intervention à l'occasion de la 5<sup>ème</sup> édition du Forum Crans Montana sous le thème "Bâtir une Afrique puissante et moderne au service de sa jeunesse"**

Il me fait plaisir de vous souhaiter la bienvenue à ce Panel de haut niveau sur la digitalisation en Afrique, organisé par l'IRES, en partenariat avec le Ministère délégué en charge de la coopération africaine et avec le Forum Crans Montana.

Je voudrais souligner que la thématique, objet de ce Panel, fait partie des préoccupations de l'IRES dans le cadre de ses programmes d'étude sur la compétitivité globale et le capital immatériel. L'IRES a consacré tout un chapitre à la révolution digitale dans son rapport stratégique de 2015, intitulé : "Panorama du Maroc dans le monde : les transitions majeures". En outre, l'Institut a mené en 2017 une étude sur le thème "La transformation numérique : les leviers d'une stratégie ambitieuse pour le Maroc".

Cette étude a permis de cerner les principales tendances qui se profilent à l'échelle mondiale, d'examiner le degré de préparation des entreprises et des administrations marocaines à l'ère digitale ainsi que de faire des propositions en vue de faire de la transition digitale un pilier de l'émergence économique du Maroc et un axe central de sa compétitivité globale.

Dans le cadre de son programme d'études "relations extérieures du Maroc", l'IRES a accordé une attention particulière au continent africain. Son rapport stratégique 2018 a mis, clairement, en exergue la transition digitale en tant que levier de changement au service d'un développement autonome de l'Afrique.

La transformation numérique et celle digitale sont fortement liées. Le numérique renvoie au traitement informatique et à la dimension technologique. Le digital semble être plus en rapport avec l'usage qui est fait de la technologie numérique.

Avec l'augmentation considérable des capacités de traitement, la digitalisation progresse à grands pas pour constituer l'une des tendances lourdes conduisant à des changements profonds sur le plan politique, économique, social et sécuritaire.

Sur le plan politique, la transformation digitale pourrait, non seulement, bouleverser les modes d'élaboration des politiques publiques mais aussi constituer un enjeu de souveraineté pour les pays. Elle représente un des leviers à même de restaurer la confiance institutionnelle et ce, en favorisant la participation des citoyens à l'élaboration des politiques publiques et en leur accordant l'accès aux données et aux informations publiques. Ainsi, la révolution digitale pourrait aider à la conception de services publics de demain, plus adaptés à la demande des citoyens, ce qui favoriserait la désintermédiation.

Sur le plan économique, la digitalisation permettrait l'émergence d'un nouveau modèle économique centré sur l'usage et la créativité et impacterait la compétitivité des économies, en contribuant à la redéfinition des règles concurrentielles.

La dématérialisation d'objets physiques devenus numériques (la numérisation), conjuguée à la création du cyberspace et au développement des technologies de communication et d'information associées, conduirait à une transformation massive des activités humaines et à la mise en place de nouveaux modèles économiques, où les start-ups et les indépendants (freelancers) opérant dans le monde entier pourraient prendre une place de choix.

Aucun secteur d'activité ne pourrait échapper à la transition digitale qui s'accompagne d'une automatisation et d'une automatisation accrues. La miniaturisation des terminaux d'accès au réseau mondial de l'internet et leur puissance croissante font déjà des smartphones des interfaces incontournables. La création et la diffusion des applications est, donc, au cœur de cette nouvelle économie. L'utilisation croissante des objets connectés, des imprimantes 3D et des robots autonomes montre que cette transition ne fait que commencer.

Sur le plan social et sociétal, la transformation digitale apporterait de véritables changements dans les modes de vie, les manières d'être et de penser et les conditions du vivre-ensemble.

La digitalisation transformerait les liens interpersonnels, les relations avec les institutions et même les relations internationales. Elle libérerait les initiatives, mondialiserait les rapports et donnerait accès à tout immédiatement. L'information et la présence (ubiquité) deviendraient les fondements d'une nouvelle culture qui n'est ni occidentale ni orientale, ni africaine ou asiatique, mais seulement digitale.

L'accès à l'infosphère<sup>1</sup> mondiale ouvrirait la porte aux comparaisons de situations, rendant les inégalités de moins en moins supportables. Parallèlement, la Toile deviendrait un puissant moyen d'expression individuelle et collective, capable de relayer les insatisfactions jusqu'à favoriser l'avènement d'insurrections populaires.

Sur le plan sécuritaire, le cyberspace est en train de devenir le nouveau terrain de jeu de la criminalité eu égard au vol d'identité numérique, au piratage des données en passant par le recrutement d'extrémistes. Certains Etats sont même tentés de l'utiliser pour contrôler leurs populations, voire les censurer, allant jusqu'à la coupure des réseaux.

Si la révolution numérique offre des avantages incomparables en termes de fonctionnalités et d'accès aux contenus, elle présente, toutefois, des dilemmes non négligeables entre le "droit à l'accès" et le "droit à l'oubli", et au niveau territorial, entre le "droit à la mobilité" et le "droit au contrôle". Le numérique favorise la proximité et les circuits courts.

L'Afrique n'échappe pas à cette transformation digitale planétaire. Nombreux sont les pays africains ayant parvenu à développer leur écosystème digital en vue de faire face aux défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux.

Le continent est entré, certes, moins massivement, mais, souvent, plus tôt que d'autres pays développés dans la transition digitale. Certains opérateurs du continent, souvent plus vite que leurs compétiteurs internationaux, se sont déjà lancés dans la bataille du digital.

Les Africains ont vu venir le développement d'une économie fondée sur les applications. Cela leur a permis de sauter l'étape de l'ordinateur pour s'investir directement dans l'économie mobile. Une mosaïque d'entrepreneurs, start-ups technologiques et centres d'innovation joignent leurs forces au-delà des frontières pour créer un véritable écosystème de technologies de l'information, attirant des acteurs majeurs, comme Facebook, Netflix et SAP tandis que la Silicon Valley investit dans les projets numériques de l'Afrique du Sud et du Kenya.

Pour s'emparer rapidement de la transition digitale et pour s'ouvrir au monde de demain, l'Afrique devrait libérer l'accès à internet, tout en luttant contre la cybercriminalité. Elle devrait aller au-delà de l'économie numérique pour dynamiser la croissance économique africaine de manière inclusive et durable.

---

<sup>1</sup> Le mot "infosphère" est un néologisme composé des mots "information" et "sphère". Il désigne à la fois un environnement global, constitué d'informations, ainsi que tous les types de données, qui y transitent ou y sont stockées. Le cyberspace est un exemple de sphère d'informations, mais l'infosphère n'est pas uniquement limitée à des environnements en ligne.

L'essor de l'Afrique serait conditionné en partie par l'expansion du secteur des technologies de l'information et de la communication ainsi que par le développement d'applications intelligentes sur smartphone dans une multitude de domaines économiques et sociaux.

Au Maroc, la question de la transformation numérique a une portée stratégique. Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, dans son Discours à la Nation à l'occasion de la Fête du Trône du 30 juillet 2008, avait clairement mis en relief l'importance pour le Maroc de renforcer son appropriation des nouvelles technologies pour accélérer son processus de développement et s'adapter aux impératifs du contexte concurrentiel international.

Dans le Message Royal adressé aux participants du Forum national de la haute fonction publique, le 28 février 2018, il est précisé que "... L'utilisation des nouvelles technologies est un facteur clef pour améliorer le travail administratif. Il convient, par conséquent, de tendre vers une généralisation de l'administration électronique par la fourniture de services à distance et la facilitation, pour les différents départements, de l'accès commun aux informations."

Le Royaume a mis en œuvre la stratégie Maroc Numeric Cluster 2020 et crée, récemment, l'agence de développement du digital. Il est parvenu à se faire une place dans le paysage digital mondial, notamment, en ce qui concerne l'accès à Internet, la connectivité mobile et l'utilisation des réseaux sociaux<sup>2</sup>:

- Pour ce qui est de l'accès à Internet, le taux de pénétration se situe à 62% pour le Maroc contre une moyenne mondiale de 57% à fin 2018.
- S'agissant de la connectivité mobile, le Maroc présente un taux d'usage de l'internet mobile de 56% qui est au-dessus de la moyenne mondiale (41%)<sup>3</sup>.
- En ce qui concerne l'utilisation des réseaux sociaux, le taux affiché par le Maroc (47%) dépasse la moyenne mondiale, qui est de 45% à fin 2018.

En outre, le positionnement international du Maroc a évolué favorablement au titre des indices inhérents au niveau de préparation à la transformation digitale. Entre 2007 et 2016, le Royaume a gagné 60 places selon l'indice de développement du gouvernement digital<sup>4</sup>, 16 places selon l'indice mondial de l'innovation<sup>5</sup> et 3 places selon l'indice de préparation aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (*Network Readiness Index*) du Forum économique mondial.

---

<sup>2</sup> Rapport "Digital, social media, mobile et e-commerce", We are Social, 2019

<sup>3</sup> eMarketer

<sup>4</sup> UNDESA \_UN E-Government Development Database

<sup>5</sup> INSEAD

Selon l'indice de cyber sécurité<sup>6</sup> dans le monde, le Maroc a occupé la 49<sup>ème</sup> place sur 197 pays en 2017. Conscient de la montée en puissance des cybermenaces, le Maroc s'est doté, en 2012, d'une stratégie nationale de cyber sécurité et s'est engagé dans le renforcement de la sécurité de ses systèmes d'information.

Sur un autre registre, l'analyse conduite par l'IRES sur la transformation numérique au Maroc a montré que les grandes entreprises publiques et celles intégrées à des groupes internationaux disposent d'une plus grande maturité. De ce fait, elles se trouvent en avance de " maturité " par rapport aux administrations et constituent des îlots d'excellence sur lesquels il convient de s'appuyer dans le cadre d'une stratégie nationale ambitieuse du numérique.

L'évaluation du positionnement du Royaume par rapport à un échantillon<sup>7</sup> de pays, a mis en exergue la nécessité pour le Maroc de devenir rapidement un acteur de la transformation digitale dans ses multiples dimensions. Cette évolution est possible eu égard aux potentialités du Maroc et à son positionnement économique et géopolitique, mais également en raison des grands défis que pose le digital à ses choix socio-économiques.

Pour cela, cinq enjeux stratégiques devraient être pris en considération :

- Le développement du numérique qui est intrinsèquement porteur d'innovation, d'efficacité et de "disruption" dans ses multiples usages.
- La nécessité d'inclure les citoyens dans la transformation digitale en leur donnant les ressources autonomes nécessaires à leur insertion dans le paysage des nouveaux usages numériques qui se dessinent.
- L'impératif de développer les ressources des territoires, y compris les infrastructures et les compétences numériques, en perspective de la régionalisation avancée.
- La préservation de la souveraineté numérique, qui est un axe essentiel de la décision publique, notamment en ce qui concerne les infrastructures numériques des grands secteurs économiques, mais également des institutions publiques.
- Le Soft power numérique, qui est la dimension immatérielle du positionnement du Maroc. La diplomatie numérique pourrait constituer un levier essentiel de rayonnement du Maroc au plan international et de développement de son influence, notamment en Afrique, en zone MENA et en Europe.

---

<sup>6</sup> Union internationale des télécommunications, ABI Research \_Global CyberSecurity Index

<sup>7</sup> Corée du Sud, Estonie, Algérie, Tunisie, Bahreïn, Egypte, Malaisie, Turquie, Afrique du Sud, Nigéria, Kenya.

En vue de permettre à l'Afrique de réussir sa transition vers l'ère digitale, le continent devrait faire du numérique un agenda régional porté par l'ensemble des acteurs. Pour la concrétisation de cet objectif, il faudrait :

- faire le bilan de la situation numérique africaine et procéder à une évaluation globale des politiques jusque-là menées,
- promouvoir activement des politiques publiques spécifiques susceptibles d'accompagner, sur le plan de la digitalisation, le développement de l'économie et l'évolution de la société, de lutter contre la fracture numérique, de promouvoir les offres d'équipement en technologies de l'information à des prix accessibles et d'éduquer à une utilisation critique et raisonnée des technologies digitales,
- jeter les bases d'une politique des usages qui soit ambitieuse et intégrée. L'entrée pleine et entière de l'Afrique dans la phase de transformation digitale nécessite le développement d'une forte culture numérique,
- doter l'Afrique d'une stratégie de cybersécurité destinée à la fois à lutter contre la cybercriminalité, à soigner la e-réputation du continent et à développer une e-diplomatie au profit de ses intérêts stratégiques. La mise en place d'une Agence Africaine pour le Développement du Digital s'avère nécessaire.

De telles politiques publiques requièrent pour leur mise en œuvre appropriée les mesures suivantes :

- **Mettre en place un cadre réglementaire panafricain**, permettant l'institutionnalisation de la transformation digitale.
- **Former des compétences africaines selon les standards internationaux les plus évolués.**
- **Investir dans la Recherche & Développement pour accompagner la transition digitale du continent.**
- **Capitaliser sur les innovations et les expériences digitales réussies** pour inventer de nouveaux services numériques et promouvoir l'écosystème "tech africain".
- **Développer un système africain d'identification numérique**, à l'instar de celui mis en place par l'Inde. L'identité numérique est la base même de fonctionnement d'une économie digitale.
- **Renforcer la coopération du continent avec les pays partenaires** pour résorber la fracture numérique et lutter contre la cybercriminalité.



Ce sont là quelques propos liminaires, en ouverture des travaux de cette table ronde qui a pour objet d'approfondir la réflexion sur la question de la digitalisation en Afrique, en s'interrogeant sur les perspectives offertes dans les domaines économiques et sociaux, sur les stratégies à mettre en place pour le développement d'un écosystème propice à l'innovation numérique et à l'épanouissement d'une jeunesse africaine talentueuse ainsi que sur les leviers et les facteurs permettant la transformation digitale des entreprises africaines et, par ricochet, leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales.